Comité économique et social européen

Bruxelles, le 20 juin 2003

ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

DES 18 ET 19 JUIN 2003

SYNTHÈSE DES AVIS ADOPTÉS

Les avis du CESE sont accessibles in extenso et dans les 11 langues officielles sur le site Internet du Comité à l'adresse suivante:

http://www.esc.eu.int (rubrique "Documents")

Greffe CESE 108/2003 FR/DE/EN/IT-CH/LD/MLJ/RD/VN/nr

L'Assemblée plénière des 18 et 19 juin 2003 a été marquée par la participation de M. Jean-Luc DEHAENE, Vice-Président de la Convention européenne.

1. PROTECTION SOCIALE

• *Carte européenne d'assurance maladie*

– ***Rapporteur*****:** M. DANTIN (Salariés – F)

– ***Référence*****:** COM(2003) 73 final – CESE 751/2003

– ***Points clés*****:** Le Comité se félicite de la mise en place de la carte d'assurance maladie. Cette initiative représente, par les facilités qu'elle donnera, une contribution importante à la libre circulation et, ce faisant, elle renforcera la citoyenneté européenne.

A terme, l'objectif à atteindre doit être la mise en place d'une seule carte remplissant la fonction nationale et européenne. Afin d'éviter une péremption inopinée de la carte, celle-ci devrait être renouvelée automatiquement par l'organisme émetteur lorsque la validité des droits perdurent, ou à défaut posséder une période de validité identique à la carte nationale lorsque celle-ci existe.

Le graphisme de la carte doit être "européanisé" pour qu'à l'identique du passeport européen ou de l'euro, elle symbolise la citoyenneté européenne et renforce le sentiment d'appartenance à l'Union européenne.

Il conviendra, lors des phases ultérieures de l'introduction de la carte, de veiller à la protection des données personnelles.

– ***Contact****:* *Mme Stefania Barbesta*
(Tél.: +32 2 546 9510 – e-mail: stefania.barbesta@esc.eu.int)

*

* *

2. PME

- ***Micro et petites entreprises***

– ***Rapporteur*****:** M. PEZZINI (Employeurs – I)

– ***Référence*****:** Avis d'initiative – CESE 752/2003

– ***Points clés*****:** L'avis, qui prend notamment appui sur le Livre vert sur l'esprit d'entreprise proposé récemment par la Commission, développe les principaux thèmes sur lesquels mettre en œuvre des politiques qui favorisent la création de nouvelles entreprises.

On y souligne la pertinence de la Charte européenne des petites entreprises, tout en demandant que celle-ci reçoive un statut juridique et que les propositions avancées notamment par le Parlement européen soient mises en œuvre.

Dans la troisième partie de l'avis, le Comité suggère un chemin qui permettrait de réorienter les programmes et les politiques communautaires afin qu'elles contribuent à la création et au développement des micro et petites entreprises.

– ***Contact****:* *M. Joao Pereira dos Santos*
(Tél.: +32 2 546 9245 – e-mail: joao.pereiradossantos@esc.eu.int)

*

* *

3. ESPACE EUROPÉEN DE LIBERTÉ, DE SÉCURITÉ ET DE JUSTICE

- ***Reconnaissance mutuelle des décisions d'éloignement des ressortissants de pays tiers***

– ***Rapporteur*****:** M. PARIZA CASTAÑOS (Salariés – E)

– ***Référence*****:** COM(2003) 49 final – 2003/0019 (CNS) – CESE 756/2003

– ***Points clés*****:** Le fondement de la directive 2001/40/CEest douteux, dans la mesure où elle définit la reconnaissance mutuelle des décisions en matière d'éloignement des ressortissants de pays tiers alors qu'il n'existe pas encore de législation commune en matière d'immigration et d'asile. Avec cette directive, le Conseil persiste dans la voie qu'il a empruntée, mettant la charrue avant les bœufs. Le mécanisme de reconnaissance mutuelle des décisions d'éloignement devrait s'inscrire dans le cadre d'une législation commune en matière d'immigration et d'asile. Tant que cette législation commune n'existera pas, n'importe quel État membre pourra se voir obligé de collaborer à l'exécution d'une sanction d'expulsion dans des cas pour lesquels sa propre législation ne prévoit pas son intervention, voire l'interdit. En ce qui concerne la mise en œuvre des dispositions de la directive, le CESE estime que certaines des garanties inscrites dans la Charte des droits fondamentaux et la Convention européenne des droits de l'Homme ne sont pas totalement respectées.

  Le CESE estime également qu'une décision d'éloignement ou de retour forcé ne peut en aucun cas être purement administrative et qu'elle peut donner lieu à une intervention des tribunaux. De plus, il croit que les États membres exécutant les décisions d'éloignement doivent, lors de la mise en oeuvre des procédures, également garantir aux personnes concernées un accès réel à la justice conformément aux dispositions législatives en vigueur sur leur territoire.

  Le CESE est d'accord avec la Commission lorsqu'elle propose des politiques de retour volontaire. En conséquence, il faut tenir compte du fait que l'éloignement et le rapatriement obligatoires constituent des mesures extrêmement sévères, qui ne doivent être mises en œuvre que dans des circonstances exceptionnelles. En ce qui concerne les décisions d'éloignement, il importe de préciser qu'elles doivent se fonder sur une menace grave et actuelle pour l'ordre public ou la sécurité nationale ayant entraîné une condamnation par les tribunaux.

  La proposition de décision du Conseil a pour objectif de confier la prise en charge des coûts réels résultant de l'application d'une décision lorsque celle-ci ne peut être exécutée aux frais du ressortissant d'un pays tiers concerné à l'État membre ayant prononcé la décision d'éloignement, afin d'éviter tout déséquilibre financier lié à l'application de la directive 2001/40/CE.

  Le CESE est d'avis que le mécanisme proposé par le Conseil afin de compenser les déséquilibres financiers ne pourra être mis en œuvre que lorsqu'une législation commune en matière d'immigration et d'asile aura été définie.

– ***Contact****:* *M. Alan Hick*
  (Tél.: +32 2 546 9302 – e-mail: alan.hick@esc.eu.int)

*

* *

4. TRANSPORT

• *Sécurité tunnels / réseau routier*

– ***Rapporteur*:** M. LEVAUX (Employeurs – F)

– ***Référence*:** COM(2002) 769 final – 2002/0309 COD – CESE 746/2003

– ***Points clés*:** Le CESE se félicite des propositions de la Commission, mais estime nécessaire de compléter et d'améliorer certains points essentiels:
  – en vue d'harmoniser les exigences de sécurité, le champ d'application de la directive doit être étendu à tous les tunnels routiers de plus de 500 mètres;
  – les possibilités de déroger aux mesures prévues dans la directive ne se justifient pas et sont donc rejetées;
  – le Comité propose de mettre en place une formation spécifique des conducteurs de poids lourds de plus de 16 tonnes qui sera certifiée par une mention particulière sur le permis de conduire;
  – le responsable de sécurité, au cœur du dispositif prévu par la directive, doit être indépendant vis-à-vis du gestionnaire de tunnel et sa compétence vérifiée.

  Enfin, le Comité propose la création d'un "fonds européen d'infrastructures de transport" afin de régler la question délicate du financement de tels projets et annonce que les différents aspects du financement seront étudiés plus en détail dans le cadre d'un avis d'initiative.

– ***Contact*:** *M. Siegfried Jantscher*
(Tél.: +32 2 546 8287 – e-mail: siegfried.jantscher@esc.eu.int)

• *Créneaux horaires / été 2004*

– ***Rapporteur général*:** M. GREEN (Employeurs – DK)

– ***Référence*:** COM(2003) 207 final – 2001/0140 COD – CESE 754/2003

– ***Contact*:** *M. Luis Lobo*
(Tél.: +32 2 546 9717 – e-mail: luis.lobo@esc.eu.int)

*

* *

5. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT / SANTÉ PUBLIQUE

• *Pollution maritime / sanctions*

– ***Rapporteur*****:** M. CHAGAS (Salariés – P)
Corapporteuse: Mme BREDIMA SAVOPOULOU (Employeurs – EL)

– ***Référence*****:** COM(2003) 92 final – 2003/0037 COD – CESE 755/2003

– ***Points clés*****:** Le CESE approuve les principaux objectifs de la proposition mais invite la Commission à réexaminer les questions suivantes:
  – le remplacement du terme "négligence grave" par un terme plus approprié, ayant au moins l'effet prévu par la directive et garantissant l'uniformité d'interprétation et d'application dans les États membres, et
  – la pertinence d'une extension du champ d'application de la directive à la pollution accidentelle.

  En outre, le CESE:
  – insiste pour que les sanctions ne soient pas disproportionnées;
  – demande qu'une distinction soit faite entre la pollution intentionnelle et la pollution accidentelle. En cas de pollution intentionnelle, les amendes ne sont pas assurables en raison des conditions des contrats d'assurance. En cas de pollution accidentelle, les amendes devraient être assurables;
  – demande, afin d'éviter le risque d'action disproportionnée, que la Commission présente des propositions pour le traitement et la protection des capitaines et des marins impliqués dans de tels incidents, dans le plein respect de l'article 292 de la CNUDM ("Prompte mainlevée de l'immobilisation du navire ou prompte libération de son équipage").

– ***Contact****:* *M. Luis Lobo*
(Tél.: +32 2 546 9717 – e-mail: luis.lobo@esc.eu.int)

• *Émissions COV / peintures*

– ***Rapporteur*****:** M. SEARS (Employeurs – UK)

– ***Référence*****:** COM(2002) 750 final – 2002/0301 COD – CESE 750/2003

– ***Contact****:* *M. Johannes Kind*
(Tél.: +32 2 546 9254 – e-mail: johannes.kind@esc.eu.int)

- ***Eaux de baignade***

– ***Rapporteur*****:** M. BUFFETAUT (Employeurs – F)

– ***Référence*****:** COM(2002) 581 final – 2002/0254 COD – CESE 749/2003

– ***Points clés*****:** Le CESE reconnaît l'intérêt d'une nouvelle directive tenant compte des progrès scientifiques et techniques. Il insiste sur la nécessité de s'en tenir à des préconisations réalistes et ayant un réel intérêt en matière de santé publique; à cet égard il soutient l'exclusion des eaux de plaisance du champ de la directive, approuve les exigences plus strictes et recommande d'encourager les techniques les plus modernes et les plus fiables ainsi que celles qui permettent l'information la plus rapide des autorités concernées et du public. Il considère que le profil des eaux de baignade défini à l'annexe III doit mieux définir la nature des pollutions concernées et nécessite d'être revu afin de ne pas comporter de dispositions inapplicables en pratique. Il demande que soient précisées les mesures de transition entre les anciennes et les nouvelles normes.

  Étant donné la grande diversité des zones de baignade au travers de l'Union européenne, le CESE insiste sur le respect du principe de subsidiarité, clé d'un bon gouvernement de l'Europe.

– ***Contact****:* *M. Johannes Kind*
  (Tél.: +32 2 546 9254 – e-mail: johannes.kind@esc.eu.int)

- ***Émissions moteurs à combustion interne***

– ***Rapporteur*****:** M. BARROS VALE (Employeurs – P)

– ***Référence*****:** COM(2002) 765 final – 2002/0304 COD – CESE 744/2003

– ***Contact****:* *M. Joao Pereira dos Santos*
  (Tél.: +32 2 546 9245 – e-mail: joao.pereiradossantos@esc.eu.int)

*

* *

6. RECHERCHE

• *Domaine spatial (Livre vert)*

– ***Rapporteur*****:** M. BUFFETAUT (Employeurs – F)

– ***Référence*****:** COM(2003) 17 final – CESE 745/2003

– ***Points clés*****:** Le Comité économique et social européen considère que la place de l'Europe dans le domaine spatial doit être le fruit d'une volonté politique affirmée et d'arbitrages budgétaires clairs. L'introduction d'une compétence partagée et/ou parallèle pour le domaine spatial dans le futur traité constitutionnel européen donnerait à l'Union européenne les moyens politiques, législatifs et financiers pour définir et mettre en œuvre une politique spatiale forte qui devra notamment:

  – garantir un accès autonome à l'espace pour l'Europe;
  – contribuer à son autonomie stratégique;
  – développer un programme scientifique d'excellence;
  – promouvoir les applications au service des citoyens et des politiques sectorielles de l'Union européenne;
  – coordonner un programme de recherche dual des technologies spatiales pour garantir notre indépendance dans l'accomplissement des activités civiles, commerciales, de sécurité et défense.

  Nous disposons de capacités scientifiques, techniques et industrielles de premier plan dans le domaine de l'espace. L'exemple de Galileo indique clairement qu'il n'est plus temps de tergiverser, sous peine de voir le superbe capital spatial européen se déliter. L'enjeu n'est rien moins que de savoir si l'Union européenne a une volonté politique et une puissance économique suffisantes pour conserver son indépendance et figurer dans l'élite spatiale mondiale.

– ***Contact****:* *M. Nemesio Martinez*
(Tél.: +32 2 546 9501 – e-mail: nemesio.martinez@esc.eu.int)

*

* *

7. SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

• *Agence européenne / Sécurité réseaux*

– ***Rapporteur*****:** M. LAGERHOLM (Employeurs – S)

– ***Référence*****:** COM(2003) 63 final – 2003/0032 COD – CESE 747/2003

– ***Contact****:* *M. Raffaele Del Fiore*
(Tél.: +32 2 546 9794 – e-mail: raffaele.delfiore@esc.eu.int)

• *Résultats / Plan d'action eEurope 2002*

– ***Rapporteur*****:** M. KORYFIDIS (Salariés – EL)

– ***Référence*****:** COM(2003) 66 final – CESE 748/2003

– ***Contact****:* *M. Raffaele Del Fiore*
(Tél.: +32 2 546 9794 – e-mail: raffaele.delfiore@esc.eu.int)

*

* *

8. MARCHÉ UNIQUE

• *Services d'investissement*

– ***Rapporteuse*****:** Mme BOVING (Employeurs – D)

– ***Référence*****:** COM(2002) 625 final – 2002/0269 COD – CESE 741/2003

– ***Contact****:* *M. Nemesio Martinez*
(Tél.: +32 2 546 9501 – e-mail: nemesio.martinez@esc.eu.int)

- ***Règlement des litiges***

– ***Rapporteur*****:** M. FRANK von FÜRSTENWERTH (Employeurs – D)

– ***Référence*****:** COM(2002) 746 final – CESE 742/2003

– ***Contact****:* *M. Jakob Andersen*
(Tél.: +32 2 546 9258 – e-mail: jakob.andersen@esc.eu.int)

- ***Compatibilité électromagnétique***

– ***Rapporteur*****:** M. GREEN (Employeurs – DK)

– ***Référence*****:** COM(2002) 759 final – 2002/0306 COD – CESE 743/2003

– ***Contact****:* *M. Jakob Andersen*
(Tél.: +32 2 546 9258 – e-mail: jakob.andersen@esc.eu.int)

*

* *

9. FISCALITÉ

- ***PAC-Service de voyage / TVA***

– ***Rapporteur*****:** M. BARBADILLO LÓPEZ (Employeurs – E)

– ***Référence*****:** COM(2003) 78 final – 2003/0230 COD – CESE 753/2003

– ***Contact****:* *M. Alberto Allende*
(Tél.: +32 2 546 9679 – e-mail: alberto.allende@esc.eu.int)

_____